

Merci Monsieur le Maire.

Tout d'abord, je souhaiterais rappeler que pour la période 2018-2020, la loi de programmation des finances publiques a prévu que les dépenses réelles de fonctionnement ne pourront pas évoluer au-delà d'un taux individualisé axé autour de +1,2 %, inflation comprise, et ce pour les 322 collectivités dont le budget de fonctionnement dépasse les 60 millions d'euros. L'objectif attendu de ce plafonnement instauré par l'Etat étant d'augmenter l'autofinancement des collectivités locales afin d'accroître leur capacité à investir et surtout de réduire leur appel à l'emprunt.

Rappelons aux Aulnaysiens que c'est dans ce cadre obligatoire que la ville d'Aulnay a signé ce contrat avec l'Etat.

Le rapport d'orientation budgétaire a pour objet ici ce soir de présenter les orientations de l'année à venir et de rappeler la ligne de conduite et les objectifs financiers et budgétaires de la municipalité sur le long terme.

Il s'agit donc d'un « prend acte » d'une dette qui ne fait que s'alourdir. D'un « prend acte » d'une promesse que vous avez faite aux Aulnaysiens d'assainir les finances de la ville et que vous n'avez pas respectée.

L'an dernier, vous vous félicitez, je cite « d'avoir abaissé la capacité de désendettement à 12 ans, et d'être dans une dynamique vertueuse ». Or, aujourd'hui, nous apprenons que la ville voit sa capacité de désendettement passer à près de 20 ans. Oui, 20 longues années pour que la ville se débarrasse de sa dette vertigineuse, et alors que l'Etat a bien insisté sur le fait qu'une ville est en mauvaise santé financière dès lors qu'elle a une capacité de désendettement qui dépasse 12 années.

Vous vous rendez compte qu'en l'espace d'une année, vous avez pulvérisé la dette en faisant monter la capacité de désendettement de la ville de 12 à 20 ans. C'est absolument irresponsable.

La situation est aujourd'hui intenable puisque votre épargne nette est négative, ce qui veut dire que vous n'avez pas assez de sous pour rembourser : vous êtes aujourd'hui obligé d'emprunter pour rembourser la dette.

Vous annoncez dans votre document de synthèse que vous espérez une situation plus ou moins correcte pour 2024. Mais pour cela vous allez devoir augmenter vos recettes de fonctionnement en les faisant passer de 156 millions d'euros à 161 millions, soit 5 millions d'euros supplémentaires ; vous espérez également baisser les charges de fonctionnement de 142 millions d'euros à 138, et en même temps, et c'est ça le plus inquiétant, vous comptez diviser vos dépenses d'investissement par deux, c'est-à-dire les faire baisser de 39 millions à 21 millions d'euros. C'est-à-dire que tout ce que vous avez annoncé durant la campagne ne pourra pas être respecté.

Par exemple, vous avez annoncé la rénovation de toutes les écoles de la ville alors que dans le programme d'équipement de 2020 à 2025, seulement 6 écoles sont concernées ainsi qu'une seule crèche. Il n'y a rien de prévu sur la santé, ni sur la culture.

S'agissant des équipements sportifs, les uniques gagnants de cette mandature seront le rugby et le football.

Pour résumer, les recettes doivent augmenter, les dépenses d'investissement doivent être divisées par deux, et seulement dans ce cas-là nous pourrions envisager de voir le bout du tunnel. Mais comment vous croire alors que l'an dernier vous annonciez une capacité de désendettement de moitié par rapport à ce que vous annoncez aujourd'hui ?

En somme, vous le répétez toujours à qui veut l'entendre, ce n'est jamais de votre faute : nous en sommes au septième débat d'orientation budgétaire, c'est la septième année que nous évaluons les finances de la ville, et c'est toujours de la faute de l'ancien maire.

Si ce n'est pas la faute de l'ancienne majorité, c'est la faute du Président Hollande, puis du Président Macron, et le nouveau responsable s'avère être le Covid puisqu'on peut lire dans votre document « que la situation inédite que nous vivons depuis plusieurs mois a entaché la santé des comptes de la ville ».

Rappelons tout de même que ça ne vous a pas empêché le 27 mai dernier d'augmenter vos indemnités ainsi que celles des élus de votre majorité.

Pour revenir sur la crise liée au Covid, beaucoup de villes ont donné le montant qu'elles ont investi ces derniers mois, en détaillant chaque action et chaque dépense. Il serait donc temps que vous nous donniez les dépenses réalisées par la ville durant le confinement : certes il y a eu des dépenses, mais il y a également eu des économies qui ont été réalisées, notamment dans les cantines, dans les écoles, dans les centres de loisirs, ou encore dans le cadre d'événements qui ont été annulés.

Le gouvernement a présenté récemment un plan d'urgence aux collectivités de 4,5 milliards d'euros, ce qui veut dire que les dépenses que vous avez engagées seront intégralement remboursées par l'Etat.

Ce qui nous attend, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, ce n'est rien moins que ce que nous avons annoncé l'an dernier, c'est-à-dire une augmentation des impôts. La situation n'est plus tenable, l'épargne est négative pour de nombreuses années, la dette va passer de 100 millions d'euros il y a six ans à plus de 169 millions d'euros. Et pour quelles dépenses ? Des travaux dans des écoles ? Non. Des travaux de voirie ? Non. Plus de propreté ? Non plus.

Monsieur le Maire, vous avez mis la ville dans une impasse financière et vous avez anéanti toute marge de manœuvre, tout en vous défaussant sur les autres. Par conséquent, le groupe « Aulnay plus Fièvre, Plus Forte » ne peut que vous alerter, une nouvelle fois, sur la pente extrêmement dangereuse que vous prenez.

Je vous remercie.